

Rentrée sociale : une volonté de dialogue à confirmer et à concrétiser

L'UNSA note que l'exécutif semble vouloir redonner leur place légitime aux partenaires sociaux et parmi eux aux syndicats.

Le Président de la République, à l'issue du G7, en s'engageant pour une phase de négociation sur le dossier des retraites et le Premier ministre en recevant les 19 organisations du Pacte « social et écologique », ouvrent la voie à ce qui pourrait être la confirmation d'un changement de méthode.

L'UNSA attend désormais, lors des prochaines rencontres, notamment dès le 6 septembre sur le dossier des retraites, que se confirme cette place faite au dialogue. Un engagement sur l'utilité de ces échanges et un calendrier précis en sont la clé.

L'UNSA, favorable à des compromis positifs estime que cette année doit être celle d'un virage social, démocratique et écologique dont notre pays et les salariés ont besoin.

Pour cela, et au-delà des cadres de discussions, c'est bien sur la capacité du gouvernement et de la majorité à nous entendre que l'UNSA constatera la sincérité de l'exécutif.

L'UNSA jugera sur pièce, à chaque étape et sur chaque dossier. Les rendez-vous pour ce faire ne vont pas manquer : les retraites, la PMA, le chantier du Revenu Universel d'activité, les projets de loi de finance (PLF) et de finance de la sécurité sociale (PLFSS)...

Ils seront l'occasion pour l'UNSA de vérifier que les mesures concernant le social et l'écologie seront à la hauteur de nos attentes et des enjeux pour notre pays.

Le Secrétaire général

Laurent Escure

Communiqué du 28 août 2019

Toute l'UNSA mobilisée pour déposer le maximum de listes dans les CSE

Avant le 31 décembre 2019 , toutes les entreprises auront mis en place leur Conseil social et économique (CSE). L'UNSA peut se présenter dans toutes les entreprises et il reste plus de 50% des entreprises qui auront leurs élections durant les 4 mois à venir.

Afin d'offrir la possibilité et la chance au plus grand nombre de salarié-e-s possible de bénéficier d'un syndicat moderne, efficace et autonome, toutes les structures de l'UNSA sont mobilisées pour faire la promotion de l'UNSA dans les entreprises et solliciter les salarié-e-s pour qu'ils déposent des listes UNSA.

Afin de faciliter le dépôt de listes UNSA et la campagne électorale qui s'en suit, nous avons réalisé un catalogue de documents téléchargeables auquel vous pouvez accéder en suivant le lien ci-après :

<https://nuage.unsa.org/index.php/s/2aWMUOzuSILvVRW>

L'UNSA reçue par la mission « Métiers du Grand Âge »

Au lendemain de la remise du rapport sur la concertation « grand âge et autonomie », remis par Dominique Libault, Président du Haut conseil au financement de la protection sociale ; Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé a confié à Madame El Khomri une mission sur les « Métiers du grand âge », en particulier les métiers d'aide-soignant et d'aide à domicile.

L'UNSA, reçue le 16 juillet par la mission, a fait valoir plusieurs points d'attention et formulé des propositions autour des nombreuses thématiques concernant l'attractivité des métiers : la politique de rémunération, le parcours de développement des compétences et le plan de carrière, la formation, les conditions d'exercice de la fonction, l'organisation du travail...

Avec ses syndicats, notamment UNSA Korian et la Fédération UNSA Santé–Sociaux, l'UNSA remettra très prochainement, une contribution à la mission qui servira de fil conducteur des revendications de l'organisation afin de répondre aux besoins urgents en matière d'accompagnement de la perte d'autonomie.

Les organisations du Pacte social et écologique, dont l'UNSA, reçues par le Premier ministre

Les 19 organisations signataires du Pacte ont été reçues, à leur demande, mardi 27 août par le Premier ministre. L'UNSA était représentée par Florence Dodin, Secrétaire générale adjointe.

Plusieurs autres ministres étaient présents à cette rencontre : Agnès Buzyn, Elisabeth Borne, Julien Denormandie, Muriel Pénicaud et Agnès Pannier-Runacher (Santé, Écologie et Transports, Politique de la ville, Travail, Bercy).

Cette invitation faisait suite à la conférence de presse du Pacte du 17 juin lors de laquelle 8 mesures d'urgence avaient été présentées pour une mise en place à la rentrée.

Les organisations du Pacte ont tout d'abord réaffirmé la démarche et l'objectif poursuivi de redonner de la force et des perspectives à l'action publique et à la mobilisation collective. Elles ont aussi souligné que la condition pour y parvenir nécessitait un engagement clair du gouvernement.

Les mesures d'urgence ont ensuite été présentées au Premier ministre : concilier social et écologie dans le projet de loi de finances, évaluer des politiques publiques à l'aune des 10% les plus pauvres, revaloriser des minima sociaux, permettre aux migrants qui sont en France d'y déposer leur demande d'asile, réfléchir au grand âge et à l'autonomie, enfin en finir avec les logements indignes et les passoires énergétiques.

Sans répondre concrètement sur les mesures, le Premier ministre a fait preuve d'ouverture et a proposé un calendrier de travail sur les trois mois à venir avec les ministres concernés sur plusieurs sujets : la dépendance, le pacte productif, les maisons France Services, la réforme du CITE, les retraites, le logement... Il a par ailleurs demandé aux organisations du Pacte de s'investir dans la mobilisation territoriale.

Les organisations du Pacte, à l'issue de cette rencontre ont souligné une volonté de changer de méthode de la part du gouvernement mais qu'elles jugeront à l'aune d'actes concrets à venir.

L'UNSA, à la FAGE, a participé au débat sur le Pacte du pouvoir de vivre

A l'invitation de l'Association des Anciens et Amis de la FAGE, Emilie Trigo, Secrétaire nationale de l'UNSA a participé à un débat portant sur le Pacte du pouvoir de vivre dans le cadre de son université d'été.

A cette occasion, et en compagnie d'Orlane François, Présidente de la FAGE, Christophe Robert, Délégué général de la Fondation Abbé Pierre et Denis Maillard, philosophe, politique et consultant en relations sociales, ont pu être abordés les principaux objectifs de ce pacte, ainsi que l'engagement de l'UNSA à son origine et dans les initiatives en cours.

L'UNSA continue à s'engager dans la bataille référendaire du Non à la privatisation d'ADP

Depuis le mois de juin, l'UNSA a lancé une campagne de mobilisation de ses structures syndicales dans la signature au référendum d'initiative partagée sur la proposition de loi (présentée en application de l'article 11 de la constitution) visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris.

4,7 millions de signatures sont nécessaires pour contraindre le Parlement à examiner cette proposition de loi.

Au mois d'août, on évaluait à environ 700 000 le nombre de signatures recueillies.

Parce qu'ADP est un enjeu de souveraineté de la France, de ses infrastructures de mobilité, parce qu'ADP est une entreprise rentable (cours en bourse multiplié par 3,5 depuis 2006) l'UNSA appelle ses sympathisants à se mobiliser en soutenant le référendum.

Signez la pétition en cliquant sur le lien ci-dessous

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>